TERMES DE RÉFÉRENCE

TD-26/007/BKO-ML

Oxfam est un mouvement mondial de personnes qui luttent contre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et à l'injustice. Dans toutes les régions, du local au mondial, nous travaillons avec les populations pour apporter un changement durable.

APERÇU	
Titre et brève description de l'exigence	**REALISATION D'UNE ETUDE TECHNIQUE ET SUIVI CONTRÔLE QUALITE DES INFRASTRUCTURES DU CENTRE DE RESSOURCES DE KONOBOUGOU**
Lieu de livraison	Village de Banido, commune de Konobougou dans le cercle de Barouéli, région de Ségou
Date de début du contrat	23 novembre 2026
Comment postuler	Les candidats intéressés sont invités à soumettre : 1) Une offre technique et financière 2) Les documents légaux et fiscaux ***Voir la section « 6. Processus de candidature » pour plus de détails***.
Date limite de soumission des offres	Les dossiers de candidature doivent être envoyés à l'adresse **Oxfam Mali** dans une enveloppe scellée indiquant la référence «**TD-26/007/BKO-ML RECRUTEMENT D'UN BUREAU DE CONTROLE QUALITE DES INFRASTRUCTURES DU PROJET SORO-KERA DE L'AFPK »** avant le **17/11/2026** date limite de réception des dossiers au bureau de Bamako, Rue : 124 – Porte : 226 - Korofina Nord - BP 209.
Considérations spécifiques	**PROJET / PROGRAMME : « Soro-Kèra »** MLIB40 / R10824 / C2009

1. CONTEXTE ET HISTORIQUE

Au Mali, l'impact du changement climatique s'est fortement fait sentir au cours des 40 dernières années avec des taux accrus de désertification et d'inondations et de graves conséquences sur la sécurité alimentaire (disponibilité de nourriture, accessibilité de la nourriture, etc.). L'augmentation du prix des denrées alimentaires, en particulier après la guerre en Ukraine, les rend encore plus inaccessibles aux pauvres, en particulier aux femmes et aux filles qui ont une santé plus fragile que les hommes en période de pénurie alimentaire.

Pour que les intérêts des plus vulnérables soient mieux pris en compte et intégrés en tant qu'acteurs du développement, Oxfam s'est engagée depuis 2003 au Mali à soutenir les producteurs ruraux, en particulier les agricultrices, en les responsabilisant sur les marchés et en proposant des filières agricoles prometteuses et respectueuses de l'environnement par la formation professionnelle, en facilitant l'accès au crédit, en fournissant des services de conseil et un soutien en matière d'équipement.

Parallèlement, depuis 2005, Oxfam a organisé plus de 400 000 femmes en petits groupes de solidarité tout en leur fournissant un renforcement des capacités organisationnelles et financières pour mobiliser des crédits d'épargne entre elles et gérer les ressources internes de l'épargne des membres.

Malgré l'appui apporté, des actions d'appui supplémentaires sont nécessaires au niveau local, pour soutenir le développement de l'agriculture familiale paysanne dans un contexte fortement marqué par l'insécurité alimentaire et de plus en plus à la variabilité des précipitations, en fournissant aux producteurs des équipements innovants tels que des séchoirs et des réfrigérateurs pour faciliter la conservation, et des outils modernes de transformation des produits agroalimentaires tels que la numérisation. C'est dans cette dynamique que se situe le présent projet intitulé « SORO-KERA ».

Le projet « SORO-KERA » « ***autonomiser les agricultrices rurales au Mali grâce à des initiatives agro-industrielles résilientes au climat est un projet de renforcement des capacités et d'autonomisation des femmes rurales des groupes agropastoraux et des coopératives et des membres des associations des Femmes Pasteures de Barouéli et de Konobougou pour soutenir l'amélioration de leurs conditions de vie et de leur pouvoir économique*** ».

Il est mis en œuvre dans la région de Ségou au Mali, plus précisément dans le Cercle de Baraoueli avec l'appui de notre partenaire local, **l'Association des Femmes Pasteures de Barouéli** (**AFPB**), dont les membres ont bénéficié d'un appui avec d'autres projets en termes de mobilisation de l'épargne et de formation aux activités maraîchères ainsi qu'à la production laitière locale. Afin de renforcer cet appui et d'assurer non seulement un impact immédiat dans le contexte mais aussi la pérennité des actions, le projet entend implanter son intervention dans les communes de Baraoueli et Konobougou pour l'aménagement de périmètres maraîchers communautaires et la construction d'un centre de ressources et de services contenant un entrepôt de stockage qui bénéficiera aux femmes et plus largement à la communauté cercle. Il inclut les axes suivants :

- Autonomisation socio-économique des femmes
- Gestion durable des ressources naturelles
- Accès aux ressources techniques et aux équipements (stockage, conservation, vente, etc.),
- Agro-industrie.

En cours depuis 2024, le projet soutient les coopératives et les groupements de femmes pasteures et agro-pasteurs des Communes de Barouéli et Konobougou afin de leur permettre d'améliorer la nutrition familiale, notamment pour leurs enfants, mais aussi de générer des ressources pour assurer les coûts d'entretien des enfants (habillement, santé et diversification alimentaire). Pour cela, un soutien financier est fourni dans l'accès et du stockage de l'eau pour les activités agricoles, et de la construction des infrastructures piscicoles, avicole, de stockage, de formation et de vente, mais aussi un soutien au renforcement des capacités techniques et accès aux crédits. Après la réalisation du centre de ressources à Barouéli en fin 2025 pour l'AFPB, à Konobougou pour l'AFPK, le projet vise :

- Le renforcement du système de pompage d'eau (avec des panneaux solaires et des batteries lithium) pour permettre une meilleure production des fruits et légumes afin de (1) nourrir la communauté et diversifier leur alimentation de manière locale et durable, (2) donner des revenus aux productrices membres des coopératives impliquées dans le projet en améliorant les rendements.
- Soutien à l'utilisation de techniques de compostage et de production de pesticide biologique pour renforcer la fertilité du sol, maintenir la biodiversité et permettre une production durable.
- La construction d'un pôle annexe qui servira de centre de ressources avec des activités économiques et de services et à renforcer la cohésion sociale dans la commune de Konobougou.

Afin de garantir la qualité des différentes infrastructures qui sont entre autres :

- Le renforcement du système de pompage d'eau et la mise en place d'une source d'Energie solaire photovoltaïque de 20 KWH ;
- La réalisation d'un magasin de stockage, un poulailler, un étang piscicole, loge gardien etc… Oxfam Mali a jugé pertinent de recruter un bureau de contrôle pour accompagner son partenaire AFPB pour une meilleure étude et de suivi des travaux des entreprises.

Objectif principal :

L'objectif principal du bureau de contrôle qualité technique des infrastructures d'eau (forage), de bâtiments et travaux publics est d'accompagner l'AFPB et Oxfam à réaliser une étude technique sur la base du rapport APD du centre de Barouéli et assurer le suivi/contrôle qualité de la réalisation des infrastructures du projet SORO- KERA dans la commune de Konobougou, village de Banido sur le site de l'AFPK.

Objectifs spécifiques :

Spécifiquement, il s'agira de :

- Réaliser un plan de site et des infrastructures prévues ;
- Appuyer les équipes de AFPB et d'Oxfam dans la constitution des DAO (dossiers d'appel d'offres), l'analyse des offres et la sélection des entreprises ;
- Assurer le suivi contrôle qualité des matériaux et la construction des infrastructures ;
- Signaler à Oxfam et à AFPB toute non-conformité dans la réalisation des infrastructures ;
- Produire un rapport d'avant-projet détaillé, des rapports d'étapes et un rapport final de la mission de suivi contrôle.

2. SPÉCIFICATION, SERVICES OU TRAVAUX REQUIS

- Les plans des infrastructures sont proposés et validés par AFPB et Oxfam.
- Les équipes du projet sont appuyées dans la constitution des DAO (dossiers d'appel d'offres), l'analyse des offres et la sélection des entreprises capables de réaliser les travaux.
- Le suivi contrôle qualité des matériaux et la construction des infrastructures est assuré tout au long de la période de réalisation.
- Toutes non-conformités et irrégularités dans la réalisation des infrastructures sont signalées à AFPB et à Oxfam.
- Le rapport d'APD, les rapports d'étapes et le rapport final de la mission de suivi contrôle sont produits et soumis à Oxfam et à AFPB.

3. MÉTHODOLOGIE

Oxfam procèdera au recrutement d'un bureau de contrôle. Son rôle serait d'appuyer les équipes du projet Soro Kera de l'association des femmes pasteures de Baraoueli (AFPB) et d'Oxfam dans la réalisation des différentes infrastructures. A cet effet, le bureau doit réaliser les plans des infrastructures en collaboration avec le partenaire de mise en œuvre l'AFPB, l'association bénéficiaire AFPK et Oxfam sur la base du rapport APD du centre de ressources de Barouéli construite en 2025 et assurer le suivi et contrôle qualité tout au long de la réalisation. Il appuiera à l'élaboration du DAO, l'analyse des offres et la sélection de l'entreprise. Le bureau doit mettre en place une approche inclusive pour travailler en synergie avec les responsables de l'AFPB et l'AFPK, l'équipe technique du projet Soro-kèra et les autres parties prenantes comme la mairie de Konobougou, le conseil villageois et la jeunesse de Banido. Il travaillera sous les conseils du conseiller Wash et le responsable du projet « Soro-kèra » d'Oxfam. Le service logistique d'Oxfam sera chargé de conduire le recrutement en lien avec d'autres personnes ressources internes. Un avis de recrutement sera lancé, les offres seront analysées et un bureau de contrôle sera sélectionné sur la base de ses compétences et ses expériences. Le suivi contrôle des infrastructures sera réalisé à Konobougou, village de Banido sur le site de l'AFPK.

3.1 les infrastructures prévues

- 1 salle de formation/réunion
- 1 Magasin de stockage
- 1 chambre froide
- 1 loge gardien
- 2 latrines modernes avec équipements sanitaires
- 1 cuisine avec hangar avant et devant pour espace de travail
- 1 poulailler de type hangar de 6/12 mètre
- 2 Bassins piscicoles de type hors-sol au lieu d'un grand bassin
- Un portail en entrée principale
- Un système solaire de 20KWH et renforcer le système existant de pompage d'eau.

Calendrier prévu

Activité / Jalon	Résultats ou Livrables	Jours estimés	Chronologie Provisoire

Signature du contrat	Réunion de cadrage	1 jour	24/11/2026
Introduction du bureau	Rapport d'introduction	1 jour	26/11/2026
Etude Technique	Rapport APD	5 jours	Du 26 au 06/12/2026
Elaboration du DAO	DAO	3 jours	Du 06 au 10/10/2026
Suivi contrôle qualité	Rapport intermédiaire et final	90 jours	15 avril 2027 fin des travaux

4. DÉLAI ET CALENDRIER DE PAIEMENT La rémunération est basée sur la soumission des livrables finaux selon le calendrier ci-dessous.

No.	Livrables ou documents à livrer	Dates estimées	% Paiement
1	**LIVRABLE 1** **[A la signature du contrat]**		[30% du budget total]
2	**LIVRABLE 2** **[Production de rapport d'avant-projet détaillé et du DAO]**		[40% du budget total]
3	**LIVRABLE 3** **[Production, validation et soumission du rapport final]**		[30% du budget total]
	TOTAL		**100%**

5. EXIGENCES EN MATIÈRE D'EXPÉRIENCE OU DE PROFIL

Un bureau de contrôle spécialisé dans le suivi et contrôle qualité dans la réalisation des bâtiments (Salle de réunion, Magasin, loge gardien, poulailler en hangar moderne, bassins piscicoles, latrines et hangar) ; du renforcement de système forage avec château d'eau et installation électrique solaire est recruté.

- Des compétences en BTP (bâtiments et travaux pratiques) notamment les petites constructions.
- Le bureau de contrôle doit avoir des ressources humaines qualifiées en diagnostic de système de pompage forage et château d'eau pour la petite irrigation.
- Avoir plus de 5 ans d'expériences dans le suivi contrôle des infrastructures rurales (bâtiments et forage et petite irrigation de périmètre maraicher).
- Avoir déjà réalisé au moins 3 missions similaires en milieu rurale au Mali et dans la région de Ségou serait un atout.
- Une connaissance/expérience de travail avec les organisations paysannes en général et celles des femmes en particulier dans la région de Ségou.
- Avoir un intérêt pour le monde rural et les organisations de femmes.

Qualité recherchée

- Rigueur dans le travail
- La transparence
- L'écoute, le partage et la flexibilité dans le travail
- La défense de l'intérêt des femmes

6. PROCESSUS DE CANDIDATURE

Instructions de soumission

Les dossiers de candidature doivent comporter les éléments suivants :

- Les documents administratifs d'enregistrement officiel du bureau de contrôle et la preuve à jour du paiement d'impôt (RCCM, NIF, patente 2026, Quitus à jours à la date de clôture) ;
- Agrément du bureau ou carte professionnelle du premier responsable ;
- Les CVs et diplômes du personnel qualifié sur la mission ;
- Les attestions de bonnes exécutions de services des cinq dernières années du bureau de contrôle ;
- Les offres techniques et financières détaillées doivent tenir compte du suivi régulier durant toute la durée des réalisations. ***Le bureau retenu devrait mettre en permanence sur le site des infrastructures un superviseur au moins sur toute la durée du suivi contrôle***. L'offre technique doit mettre l'accent sur l'approche à mettre en place pour un suivi contrôle de qualité avec un planning bien détaillé.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés à l'adresse **Oxfam Mali** dans une enveloppe scellée indiquant la référence **«TD-26/007/BKO-ML RECRUTEMENT D'UN BUREAU DE CONTROLE QUALITE DES INFRASTRUCTURES DU PROJET SORO-KERA DE L'AFPK »** avant le **17/11/2026** à 17H dates limite de réception des dossiers au bureau de Bamako, Rue : 124 – Porte : 226 - Korofina Nord - BP 209.

Les dossiers de soumission incomplets seront rejetés.

Conditions administratives

Toute personne, cabinet ou agence souhaitant répondre à cette offre doit impérativement être en règle en matière de prestations sur le territoire du Mali. Pour être présélectionné et évalué selon les critères d'attribution, les documents suivants doivent être joints à cette candidature **:**

Documents à soumettre		Importance
1	Une copie du Registre de commerce ou tout document équivalent ;	Facultatif
2	Une copie du Numéro d'Identification Fiscale (NIF)	**Obligatoire (éliminatoire)**
3	Quitus fiscal à jour à la date de clôture de candidature	**Obligatoire (éliminatoire)**
4	Patente 2026	**Obligatoire (éliminatoire)**
5	Les coordonnées complètes du soumissionnaire (adresse physique, téléphone, personne de référence, etc.).	**Obligatoire (éliminatoire)**

NB : Seuls les dossiers éligibles seront évalués.

Critères d'évaluation et d'attribution

Les offres seront évaluées selon les critères et la répartition des points suivants :

Critères d'attribution		Max. points
Critères techniques		
Capacité/compétence du soumissionnaire à exécuter le travail/service requis	Expertises et expériences démontrées dans le suivi contrôle bâtiments et renforcement du système de pompage pour petite irrigation dans les cinq dernières années et uniquement en lien avec le présent appel à candidature	15
	Expériences antérieures avec Oxfam dans les cinq dernières années	10
	Expériences antérieures du secteur des ONG dans les cinq dernières années et uniquement en lien avec le présent appel à candidature	05
	Connaissance du contexte de la région de Ségou	10
Qualité des produits/services et capacité à répondre aux exigences	Note de compréhension de la mission d'une demi-page	05
	Approche méthodologique claire, précise et succincte	20
	Capacité à respecter les dates de livraison OU Fiabilité du plan proposé/ calendrier détaillé.	05
Critères éthiques et durables		
	TOTAL :	**70**
Critères financiers		
Offre financière	Coût total de l'offre, tous services inclus (hors taxes ajoutées)	30
	TOTAL :	**100**

NB : Les soumissionnaires sont priés de bien ordonner leurs offres et de fournir l'essentiel seulement, ce qui est demandé en lien avec cet appel à candidature. Toutes autres choses qui ne sont pas en lien ne seront pas évaluées.

Oxfam se réserve le droit de mener des entretiens avec un ou plusieurs fournisseurs potentiels avant de prendre une décision d'attribution. L'objectif de ces entretiens est d'obtenir des précisions sur les devis soumis et d'en savoir plus sur le parcours et l'expérience des fournisseurs potentiels et de leurs équipes.

7. AUTRES CONDITIONS

Les conditions de participation au processus de passation des marchés sont détaillées dans le lien :

Conditions générales de l'appel d'offres

8. CODE DE CONDUITE

Oxfam s'engage à garantir l'intégrité de ses opérations et de ses chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'à respecter des normes éthiques élevées. Le respect de toutes les lois et réglementations et la garantie d'une concurrence loyale sont fondamentaux pour cet engagement. Nous promouvons activement ces principes et ces normes et attendons de tous nos fournisseurs qu'ils s'y engagent.

Tous les consultants/candidats sont tenus d'accepter et d'adhérer au

Code de conduite des fournisseurs d'Oxfam, alors que les particuliers (y compris les consultants) doivent signer le **Code de conduite des non-employés d'Oxfam**[1]. Ces codes de conduite définissent les normes et principes spécifiques dans les domaines des droits de l'homme et du travail, de l'impact environnemental et de la lutte contre la corruption que les fournisseurs doivent respecter.

9. ANNEXES

[Supprimer toutes les annexes qui ne sont pas pertinentes pour cette transaction]

- Formulaire de déclaration de conflit d'intérêts pour les parties
- Politique de sauvegarde
- (Le cas échéant) Politique d'Oxfam de protection de l'enfance
- (Modifier et utiliser si applicable) Exemple d'avis de confidentialité

Préparé par :	**Révisé par :**	**Approuvé par :**
Gaoussou KASSAMBARA	Salla Dao	Moustapha IBRAHIM
PO DGD Dev, Interim PM	Conseiller Wash	HoP
Date et Signature	Date et Signature	Date et Signature

[1] **Le Code de conduite des non-employés s'applique à tous les travailleurs indépendants ou employés contractuels de fournisseurs qui travaillent sur les sites d'Oxfam, ou qui ont accès aux documents d'Oxfam, ou qui peuvent représenter Oxfam de quelque manière que ce soit mais ne font pas partie de l'entité juridique d'Oxfam).**